

La politique économique allemande face à la crise du COVID-19

Comment l'Allemagne soutient son économie

Sandra PARTHIE

Octobre 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cette note a été traduite de l'allemand par Asco International.

ISBN : 979-10-373-0240-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Comment citer cette publication :

Sandra Parthie, « La politique économique allemande face à la crise du COVID-19. Comment l'Allemagne soutient son économie », *Notes du Cerfa*, n° 154, Ifri, octobre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Sandra Parthie dirige le bureau de liaison du groupe de réflexion économique « Institut der deutschen Wirtschaft » (IW) à Bruxelles.

Après des études de sciences politiques et d'économie à Berlin et Montréal, elle vit et travaille à Bruxelles depuis 2005, où elle a d'abord été conseillère scientifique auprès d'un député européen et ensuite travaillé pour le groupe industriel français Alstom.

Ses publications portent sur des thèmes liés à l'actualité européenne, comme par exemple sa publication récente co-écrite avec Hubertus Bardt « European Rescue and Recovery Programs against the Corona Crisis ».

De plus, elle est membre du Comité économique et social européen (CESE).

Résumé

Par comparaison avec les autres pays européens, l'Allemagne a géré de manière efficace la crise du COVID-19. Son système de santé a su relever le défi de la lutte contre la pandémie, l'impact sur les salariés a été atténué grâce aux allocations de chômage partiel, les aides aux entreprises furent importantes et rapidement disponibles, et les structures de l'État ont fait preuve de réactivité. Le plan national de relance se distingue par l'ampleur des moyens financiers mobilisés, à hauteur de 1 200 milliards d'euros, et par son pragmatisme. L'Allemagne abandonne en effet sa politique du « zéro noir », caractérisée par un budget en équilibre et sans endettement, en vigueur depuis la dernière crise financière. Certains aspects de la gestion initiale de la crise du coronavirus, tels que l'interdiction d'exporter du matériel médical dans les pays de l'Union européenne (UE), ou encore la fermeture des frontières vers les pays voisins, nuancent ce tableau. Finalement, le gouvernement allemand a décidé de soutenir financièrement ses partenaires européens dans la lutte contre la crise. Le plan de relance économique, d'un volume de 750 milliards d'euros, offre une opportunité unique de renforcer la compétitivité de l'économie européenne. Fondé sur une initiative franco-allemande, ce plan de relance constitue également une avancée importante du projet européen.

Abstract

Compared with other European countries, Germany's management of the COVID-19 crisis has been efficient. Its health system has successfully coped with the challenge of the fight against the pandemic, the impact on employees has been mitigated thanks to allowances dedicated to furlough leave, business aids were important and quickly available, the government has been responsive. The national recovery plan is characterized by the financial resources mobilized, reaching 1,200 billion euros, and by its pragmatism. Germany is in fact abandoning its "black zero" policy, i.e. a balanced budget without debt, implemented since the last financial crisis. Certain aspects of the initial management of the coronavirus crisis, such as the ban on export of medical equipment to EU member states, or the closure of borders to neighboring countries, somehow blur the global picture. Anyway, the German government decided to financially support the European Union (EU) in the fight against the crisis. The economic recovery plan, amounting to 750 billion euros, offers a unique opportunity to improve the competitiveness of the European economy. Based on a Franco-German initiative, this recovery plan is also an important step forward for the European project.

Sommaire

INTRODUCTION	7
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE	10
LE SYSTÈME DE SANTÉ	14
POLITIQUE, GOUVERNANCE ET MENTALITÉ	17
LE NIVEAU EUROPÉEN	20
CONCLUSION	24

Introduction

Le 16 mars 2020, l'Allemagne ferme ses crèches et ses écoles. Deux jours plus tard, après l'allocution télévisée de la chancelière Angela Merkel les rues se vident. Les images du confinement déjà en vigueur en Chine et de la situation des hôpitaux italiens marquent les esprits et font comprendre à tous la gravité de la situation.

Le 25 mars 2020, le Bundestag (chambre basse du Parlement allemand) constate une « situation épidémique d'ampleur nationale¹ » et ouvre ainsi la voie à la mise en œuvre de la Loi sur la protection de la population en cas d'épidémie d'ampleur nationale, adoptée le 27 mars².

À l'époque, l'Allemagne affiche un produit intérieur brut (PIB) de 3 436 milliards d'euros (données de 2019), et les dernières statistiques de l'Agence fédérale pour l'emploi font état d'un taux de chômage de 5,1 %. Le nombre de chômeurs vient de baisser légèrement une nouvelle fois, de 0,2 %, pour atteindre 2 335 000 chômeurs³. À titre de comparaison, le taux de chômage de la France est de 8,4 %, près de 2,5 millions de personnes au mois de mars 2020, en hausse de 0,5 point par rapport au mois précédent⁴. Le PIB français est d'environ 2 426 milliards d'euros⁵.

Ainsi, malgré des prévisions économiques qui marquent quelque peu le pas, l'Allemagne se porte plutôt bien au premier trimestre, en comparaison avec d'autres économies européennes.

Sa situation est tellement enviable que les demandes au gouvernement allemand se font de plus en plus pressantes de mettre en œuvre un vaste programme d'investissements et de modifier les règles du « frein à l'endettement », afin de permettre la modernisation du stock de capital du pays. Des économistes de tous les bords politiques demandent de mettre fin à la politique du « zéro noir », ce déficit zéro qui domine la politique économique de l'Allemagne depuis la dernière crise financière. Concrètement, autant l'Institut der deutschen Wirtschaft, proche du

1. Groupes parlementaires CDU/CSU et SPD, « Entwurf eines Gesetzes zum Schutz der Bevölkerung bei einer epidemischen Lage von nationaler Tragweite », *Deutscher Bundestag, Drucksache 19/18111*, 24 mars 2020, disponible sur : www.bundestag.de.

2. Bundesgesetzblatt, extrait du n° 14 du 27 mars 2020, page 587.

3. Bundesagentur für Arbeit, communiqué de presse Presseinfo n° 18, 31 mars 2020.

4. Taux de chômage dans la zone euro à 7,4 %, Eurostat, 75/2020, 30 avril 2020, disponible sur : www.europa.eu.

5. Insee, « Les comptes de la Nation en 2019 », disponibles sur : www.insee.fr.

patronat, que l'Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung (IMK), considéré, lui, comme proche des syndicats, suggèrent des investissements à hauteur de 450 milliards d'euros supplémentaires sur 10 ans afin de réduire progressivement le retard d'investissements constaté en Allemagne⁶.

Mais avant de pouvoir approfondir le débat, les milieux politiques et économiques se trouvaient confrontés à des défis sans précédent.

Il est vrai que l'Allemagne réalise des excédents budgétaires depuis des années et s'est résolument focalisée sur son objectif du « zéro noir », à savoir un budget équilibré et sans endettement. Au second semestre de l'année 2019, la conjoncture commence à faiblir légèrement, mais le pays est toujours en assez bonne santé financière, et les entreprises continuent à afficher des carnets de commandes bien remplis. Au vu de cette situation, de nombreuses voix s'élèvent pour demander à l'État d'augmenter l'investissement dans le stock de capital public, afin d'assurer la compétitivité interne du pays.

Mais aujourd'hui la puissance de feu financière du gouvernement doit être dirigée vers des dépenses inattendues. Le coronavirus impacte lourdement les entreprises et le marché du travail, le secteur tertiaire et notamment la culture sont particulièrement touchés par les mesures sanitaires. Au deuxième trimestre 2020, l'économie allemande s'effondre de - 10,1 %.

Toutefois, comparée à de nombreux autres pays, l'Allemagne s'en est jusqu'à présent bien sortie. Son système de santé a su relever le défi de la lutte contre la pandémie, l'impact sur les salariés a été atténué grâce aux allocations de chômage partiel, les aides aux entreprises, qualifiées de « bazooka » par le ministre des Finances Olaf Scholz, furent importantes et rapidement disponibles, et les structures de l'État ont fait preuve de réactivité. La classe politique était, quant à elle, calme et concentrée, et plutôt focalisée sur la résolution des problèmes que portée sur la rhétorique guerrière ou les attaques contre le gouvernement depuis les bancs de l'opposition.

Néanmoins, on peut jeter un regard critique sur la manière dont le gouvernement allemand a géré certains aspects de cette crise du coronavirus. Parmi les aspects particulièrement négatifs se trouve l'interdiction d'exporter du matériel médical dans les pays de l'Union européenne (UE), décidée de manière quasi automatique au début de la crise, ainsi que la fermeture des frontières vers les pays voisins. Même en

6. H. Bardt, S. Dullien, M. Hüther et K. Rietzler, « Für eine solide Finanzpolitik: Investitionen ermöglichen! », *Institut der deutschen Wirtschaft*, 18 novembre 2019, disponible sur : www.iwkoeln.de.

temps de crise, il reste primordial de protéger les libertés qui sont le cœur du marché intérieur de l'UE. Autrement dit, si un principe n'est respecté que quand c'est facile, il n'est rapidement rien de plus qu'une promesse en l'air. Le gouvernement a également tardé à comprendre qu'il était nécessaire de soutenir financièrement ses partenaires européens dans la lutte contre la crise. Mais au moins, il a fini par le comprendre – ouvrant dès lors un nouveau chapitre dans la coopération européenne. Il s'est avéré également nécessaire de mener une réflexion politique, avec pour objectif de mieux coordonner les politiques de santé nationales au sein de l'UE. Il s'agit d'élargir, ensemble, les capacités de production de matériel médical au sein de l'UE et de mieux coordonner et financer la recherche, ainsi que le développement dans le domaine de la santé.

En ce qui concerne l'économie, l'Allemagne comme l'Europe ont décidé de revoir leurs priorités et de mettre en avant la notion de résilience. Il faudra cependant faire attention à ne pas glisser vers un protectionnisme justifié par la santé publique ni à un repli sur soi face au marché mondial. Au contraire, il est essentiel de mieux connaître les flux d'échanges, les chaînes d'approvisionnement et le fonctionnement complexe d'une production distribuée à l'échelle mondiale et d'améliorer les connaissances sur la disponibilité de certaines ressources au sein même de l'UE. C'est indispensable lorsqu'il s'agit de saisir des opportunités de diversification, d'exploiter certains avantages comparatifs en matière de coûts et de développer et exploiter les infrastructures publiques de manière plus efficace et à l'échelle transfrontalière. Le plan de relance économique d'un volume de 750 milliards d'euros soutenu par les États membres de l'Union offre une opportunité unique d'améliorer et de renforcer la compétitivité. Fondé sur une initiative franco-allemande, ce plan de relance est une preuve qu'aujourd'hui, ce « moteur » de l'intégration européenne fonctionne toujours, et qu'il est capable, même en temps de crise, de faire avancer le projet européen.

Le contexte économique

Grâce à ses excédents budgétaires des cinq dernières années, l'Allemagne était en bonne santé financière au début de 2020. En 2018 et 2019, le pays disposait d'excédents à deux chiffres, se montant respectivement à 12,3 milliards d'euros et 19 milliards d'euros⁷. L'endettement, quant à lui, était de 59,8 % du PIB. Une marge de manœuvre financière, qui a permis non seulement de mettre en œuvre des garanties au profit de l'économie allemande, mais également des impulsions fiscales d'un montant de près de 10 % du PIB. Le volume des mesures nationales contre la pandémie et ses conséquences, financées *via* le budget de l'État, est d'environ 453 milliards d'euros en 2020. Les garanties de l'État atteignent environ 820 milliards d'euros au total⁸.

Le « bouclier corona » – Aperçu des programmes nationaux en faveur de l'économie allemande⁹

Programme	Enveloppe	Forme
Fonds de stabilisation de l'économie (WSF)	600 milliards d'euros	Garanties de prêt, opérations sur capital, Programmes KfW ¹⁰
Prog. d'aides d'urgence	50 milliards d'euros	Subventions
Budgets	156 milliards	Dépense de l'État ¹¹

7. Ministère fédéral des Finances, « Vorläufiger Haushaltsabschluss 2019 – Solide gewirtschaftet – Rekordsummen investiert », le 13 janvier 2020, disponible sur : www.bundesfinanzministerium.de.

8. www.bundesregierung.de.

9. D'autres programmes spécifiques sont mis en place, par exemple en faveur des startups ou des professionnels de la culture. Liste complète du ministère fédéral des Finances, disponible sur : www.bundesfinanzministerium.de.

10. Le bouclier anti-corona met à disposition des prêts d'urgence *via* la Banque de développement (Kreditanstalt für Wiederaufbau, KfW), destinés à amortir l'impact économique de la crise du coronavirus. Indépendamment de sa taille et de son âge, toute entreprise privée peut en bénéficier. En outre, la KfW a assoupli les conditions d'accès, amélioré les conditions de prêt et simplifié les procédures. Étant donné que l'État allemand assure ces crédits, leur obtention est plus facile. Dans le cadre d'un budget supplémentaire, le cadre de garantie de la KfW a été élargi à 822 milliards d'euros au total.

supplémentaires	d'euros + 130 milliards d'euros	
Länder, montant total	204 milliards d'euros	Subventions et garanties

Le ministre des Finances, Olaf Scholz, espère ainsi sortir de la crise avec panache, en stabilisant l'économie et en créant des conditions favorables à l'investissement dans les secteurs d'avenir. Par comparaison, les mesures prises par la France entre les mois de mars et de juillet 2020, atteignent environ 6 % du PIB¹². Dans tous les cas, il convient de relever la rapidité avec laquelle l'Allemagne a organisé les aides d'urgence, notamment pour les plus petites entreprises, qui ont pu bénéficier d'aides spécifiques. En raison de ces mesures, par contre, la dette nationale augmente de manière significative. Selon les calculs de la Deutsche Bank, le niveau de la dette pourrait atteindre 85 % cette année, ce qui reste cependant toujours bien en dessous du niveau de la dette (avant la crise) d'autres pays.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions : le coronavirus fait souffrir l'économie allemande. Le secteur de l'automobile, secteur clé du pays, s'est mis à l'arrêt pendant quatre semaines à la mi-mars et se débat avec une baisse massive de la demande. Dans d'autres secteurs aussi, la rupture des approvisionnements et les mesures anti-pandémie se font ressentir. Ainsi, le PIB a baissé de 10,1 % au deuxième trimestre. Mais les réserves du ministre des Finances permettent d'aider les entreprises allemandes : ainsi, la banque de développement allemande (KfW) avait reçu fin juin 70 000 demandes de prêt pour un montant total d'environ 50 milliards d'euros. Et dans 99 % des cas, le prêt est validé¹³.

En raison des nombreuses restrictions en vigueur, la consommation a malgré tout du mal à redémarrer. Le gouvernement poursuit ses efforts de soutien aux citoyens comme aux entreprises avec des mesures comme la baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 19 à 16 % et le versement

11. Afin de financer la dépense de l'État, le Bundestag a décidé le 29 juin 2020, dans le cadre de la deuxième loi de soutien fiscal « Corona », de contracter une dette d'un montant de 218,5 milliards d'euros.

12. Le 3 septembre, le gouvernement français annonce « France Relance », un paquet de mesures de soutien supplémentaire de 100 milliards d'euros et 6 % du PIB.

13. Gouvernement fédéral, « Die Bundesregierung informiert über die Corona-Krise », 11 septembre 2020, disponible sur : www.deutschland.de.

d'un « bonus enfant » de 300 euros aux familles. À ce sujet, une étude de l'Institut der deutschen Wirtschaft s'est intéressée à la fréquentation des rues commerçantes du pays depuis la baisse de la TVA. Selon cette étude, la fréquentation observée depuis la baisse de la TVA augmente de 40 %, ce qui indiquerait que cette baisse de la TVA est une réelle aide aux commerçants en crise¹⁴. Des enquêtes au sujet du « bonus enfant¹⁵ » révèlent que 61 % des familles concernées prévoient de le dépenser entièrement ou en partie, renforçant ainsi la demande intérieure.

Il faut savoir que le gouvernement allemand a pu puiser non seulement dans des réserves importantes, mais a pu mettre en œuvre des structures et des modèles développés lors de la crise financière de 2008-2009. Pas besoin, donc, d'inventer les prestations de chômage partiel – l'Allemagne s'appuie sur des procédures développées à l'époque et éprouvées depuis, ce qui lui a permis de réagir vite et de rassurer salariés et employeurs. Concrètement, les allocations de chômage partiel allemandes (Kurzarbeitsgeld – Kug) sont soumises aux règles suivantes¹⁶ :

- Le droit à ces allocations est ouvert dès lors qu'au moins 10 % des salariés subissent une perte de salaire de plus de 10 %.
- L'allocation peut être perçue pendant 24 mois maximum.
- Pendant trois mois (du premier au troisième mois de perception de l'allocation), les salariés perçoivent 60 % de leur salaire net (67 % pour les salariés avec un enfant).
- À partir du quatrième mois, le Kug peut monter à 70 % (77 avec un enfant ou plus), à partir du septième mois à 80 % (87 avec un enfant ou plus).

En pratique, cela signifie que l'employeur ne paie que le salaire correspondant au temps de travail effectif. L'Agence pour l'emploi verse ensuite le montant correspondant au temps de travail restant, non travaillé, selon les heures de travail et la situation familiale. Une variante « zéro » existe : les salariés travaillent zéro heure et perçoivent le montant correspondant au premier niveau des allocations-chômage, leur poste étant maintenu. La nouveauté depuis les mesures « corona » est que l'Agence pour l'emploi prend également en charge la totalité des cotisations sociales, parts salariale et patronale. L'employeur doit cependant avancer le salaire

14. H. Goecke et C. Rusche, « 1,7 Millionen potenzielle Käufer mehr », *Das Institut der deutschen Wirtschaft (IW)*, 24 août 2020, disponible sur : www.iwkoeln.de.

15. M. Beznoska, J. Niehues et M. Stockhausen, « Etwa die Hälfte des Kinderbonus soll ausgegeben werden », *Das Institut der deutschen Wirtschaft (IW)*, IW-KURZBERICHT NR. 92, 6 septembre 2020, disponible sur : www.iwkoeln.de.

16. Agence fédérale pour l'Emploi, « Geringere Entgeltkosten dank Kurzarbeitergeld », *arbeitsagentur.de*, disponible sur : www.iwkoeln.de ; www.arbeitsagentur.de.

et l'allocation complémentaire, qui lui est ensuite remboursée mensuellement par l'Agence pour l'emploi.

Selon une étude de l'institut Ifo du mois d'août 2020, le nombre de salariés au chômage partiel avait atteint son maximum de 7,3 millions au mois de mai¹⁷. En juin, un salarié sur six travaillait sous le régime du chômage partiel pour raisons conjoncturelles. À titre de comparaison : au cours de la crise financière de 2008-2009, le nombre maximum était de 1,44 million de salariés (5 % des salariés cotisant à la sécurité sociale¹⁸). Depuis, on observe une baisse des recours au chômage partiel des entreprises, ce qui traduit une amélioration de la situation économique. Les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie ont particulièrement profité de la fin des restrictions – le nombre de chômeurs partiels est tombé de 72 % au mois de mai à 42 % en août¹⁹.

Cette mise à disposition rapide des allocations de chômage partiel a empêché un « choc pandémique » sur le marché du travail. Les enquêtes auprès des entreprises et des fédérations professionnelles confirment que le « Kug » est perçu comme la meilleure arme dans la lutte contre l'impact du coronavirus sur l'économie. Les syndicats ont également exprimé leur satisfaction de voir le dispositif du chômage partiel réactivé et élargi.

En 2019, la Bundesanstalt für Arbeit (BA), organisme qui gère les fonds et moyens en la matière, disposait de réserves d'un montant de 25,8 milliards d'euros, ce qui ne sera pas suffisant aujourd'hui pour financer la totalité des mesures d'aide décidées par le gouvernement. Dans son rapport financier du mois de mai 2020, l'organisme prévoit des dépenses d'un montant de 30,5 milliards d'euros, il aura donc besoin de moyens supplémentaires issus du budget de l'État²⁰. Il n'en demeure pas moins que la BA a la puissance de feu nécessaire pour couvrir financièrement l'augmentation massive du chômage partiel au deuxième trimestre et pour soutenir ainsi des centaines de milliers d'entreprises et des millions de salariés. Les services publics allemands ont ainsi fait preuve d'une assez bonne réactivité en matière de distribution des aides et des prêts d'urgence.

17. « Zahl der Kurzarbeiter sinkt – aber nicht überall », *Ifo Institut*, communiqué de presse, 6 août 2020, disponible sur : www.ifo.de.

18. « Bundesagentur für Arbeit », rapport mensuel sur le marché de l'emploi et de la formation, rapports : *Blickpunkt Arbeitsmarkt*, août 2020, disponible sur : www.arbeitsagentur.de.

19. Ifo Institut, « Zahl der Kurzarbeiter sinkt – aber nicht überall », communiqué de presse, 6 août 2020, disponible sur : www.ifo.de.

20. « Bundesagentur für Arbeit », *op. cit.*

Le système de santé

Il est évident que le système de santé joue un rôle décisif dans la réponse au défi du coronavirus. Dans le cadre du système fédéral allemand, les Länder disposent de compétences propres en matière de législation de santé publique. Ce sont eux qui sont, entre autres, responsables de la planification des établissements hospitaliers. Ce système a des avantages, car il permet de couvrir le territoire tout en prenant en compte les particularités et les besoins régionaux. D'un autre côté, il contribue à créer un enchevêtrement des compétences qui peut s'avérer lourd, notamment en temps de crise. Ainsi la Bavière déclarait l'état d'urgence dès la mi-mars, tandis que les terrains de jeu en Rhénanie du Nord-Westphalie ou à Berlin restaient ouverts. Les données hospitalières étaient saisies selon des méthodes différentes, rendant toute vue d'ensemble difficile. Les quelque 400 services de santé publics du pays, acteurs décisifs dans la lutte contre la pandémie, sont placés sous la responsabilité des Länder. Par voie de conséquence, ces organismes étaient inégalement préparés à affronter l'urgence. Mais ils avaient le mérite de constituer une base sur laquelle le pays a pu bâtir pour créer les capacités nécessaires au traçage des contacts, à la transmission de l'information, etc. Le gouvernement a tout à fait compris le besoin de renforcer les équipes et de rattraper le retard en matière de numérisation, notamment en ce qui concerne les chaînes de transmission des données entre les autorités et offices compétents, et il s'y attelle en embauchant du personnel et en créant une enveloppe de 4 milliards d'euros nommée Pacte en faveur des services de santé publics²¹.

Les dépenses de santé de l'Allemagne sont en augmentation depuis plus de 10 ans²². En 2019, elles étaient d'environ 12 % du PIB, une valeur comparable à celle de la France. La situation démographique des deux pays, notamment en matière de vieillissement de la société, est également comparable. Mais les différences de taux de chômage, 5 % en Allemagne, 8,45 % en France en 2019, se reflètent dans le financement des caisses d'assurance maladie. D'un autre côté, les remboursements de soins sont bien plus élevés en Allemagne qu'en France. Ce n'est donc pas en regardant le financement des systèmes de santé d'un point de vue macroéconomique

21. www.bundesgesundheitsministerium.de.

22. *Statistisches Bundesamt* (Destatis), Gesundheitsausgaben (nominal), 2020, disponible sur : www.destatis.de.

que l'on peut expliquer l'évolution si différente du nombre de cas dans les deux pays.

Les analyses et les comparaisons des systèmes de santé des États membres de l'UE et les rapports sur « l'état de la santé dans l' UE » existent depuis bien avant la pandémie²³. Et elles montrent que l'Allemagne est le pays de l'UE qui affiche la dépense de santé par personne la plus élevée, environ 4 700 euros. Elle fait également partie des pays les mieux dotés en lits d'hôpital, médecins et personnel soignant par habitant. En 2017 le quota de médecins (4,3) et de personnel soignant (12,0) par 1 000 habitants était plus élevé que la moyenne européenne (3,6 médecins et 8,5 soignants)²⁴. Selon la Fédération des hôpitaux allemands (Deutsche Krankenhausgesellschaft – DKG), l'Allemagne disposait de 28 000 lits de soins intensifs, dont 20 000 équipés de respirateurs avant la crise du coronavirus. Cela équivaut à près de 34 lits en soins intensifs par 100 000 habitants. Selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la France en compte environ 16²⁵. Depuis le début de la crise, les capacités allemandes ont été renforcées de manière significative pour atteindre aujourd'hui environ 40 000 lits de soins intensifs et 30 000 places avec respirateurs²⁶. Un système informatisé en ligne a été créé entre-temps pour signaler les lits disponibles. Afin d'éviter une surcharge supplémentaire des hôpitaux, le gouvernement a décidé de reporter les opérations planifiables et de garder les lits pour les patients atteints de COVID-19. Et pour couvrir les pertes financières qui pouvaient en résulter, il a décidé un montant forfaitaire de 560 euros par jour et par lit tenu à disposition ainsi qu'un bonus de 50 000 euros par lit supplémentaire en soins intensifs. Les établissements de soins peuvent eux aussi demander la prise en charge par l'État de leur dépense financière supplémentaire ou de leur manque à gagner liés à la pandémie²⁷.

En outre, un réseau dense de soins ambulatoires s'ajoute à l'infrastructure hospitalière. Selon l'Union fédérale des médecins conventionnés (Kassenärztliche Bundesvereinigung – KBV), 6 patients atteints du coronavirus sur 7 étaient pris en charge en médecine de ville²⁸. Contrairement à de nombreux autres pays, les médecins libéraux

23. Commission européenne, « State of Health in the EU », disponible sur : www.europa.eu.

24. *Ibid.*

25. OCDE, « Beyond Containment: Health systems responses to COVID-19 in the OECD, Tackling Coronavirus (COVID-19): Contributing to a Global Effort », 16 avril 2020, disponible sur : www.oecd.org.

26. Deutsche Krankenhausgesellschaft, « Fakten und Infos », disponible sur : www.dkgv.de.

27. Gouvernement fédéral, « Informationen für Krankenhäuser, Arztpraxen und Pflegeeinrichtungen », disponible sur : www.bundesregierung.de.

28. Kassenärztliche Bundesvereinigung, « Flächendeckende ambulante Versorgung trotz Coronavirus », conférence de presse, 1^{er} avril 2020, p. 5, disponible sur : www.kbv.de.

allemands étaient le premier point de contact pour les patients. Seulement 20 % des personnes infectées étaient ainsi prises en charge à l'hôpital. En France, ce chiffre était de 67 %²⁹. Grâce à ce réseau dense de médecins, de professionnels du soin médical et d'établissements hospitaliers, tout le territoire est maillé de points de prise en charge (la majorité de la population a accès à un médecin traitant à moins de 1,5 km de distance) et la surcharge du système a pu être évitée, tout comme le risque de contagion dans des services d'urgence bondés.

La disponibilité de capacités de prise en charge en ambulatoire a également fait ses preuves dans un autre domaine : le pays compte un grand nombre de laboratoires de biologie médicale privés, qui ont été mis à contribution pour réaliser des tests. L'Allemagne a ainsi rapidement été capable de réaliser des tests pertinents pour déterminer la diffusion du virus, éviter une propagation non identifiée et réagir aux résultats de manière différenciée. Dans les autres pays, la majorité des tests ont été réalisés dans les hôpitaux. En outre, l'Allemagne teste environ trois fois plus que la France qui, elle, restreignait initialement l'accès aux tests aux personnes symptomatiques et remplissant certains autres critères.

29. C. Arentz et F. Wild, « Vergleich europäischer Gesundheitssysteme in der Covid-19-Pandemie », WIP-Analyse, *Wissenschaftliches Institut der PKV*, mars 2020, p. 20, disponible sur : www.wip-pkv.de.

Politique, gouvernance et mentalité

Quand on observe comment le gouvernement allemand a réagi à la pandémie, on constate – notamment par comparaison avec les chefs de gouvernement nord- et sud-américains, mais également avec certains chefs de gouvernement européens – à quel point cette réaction est marquée par une communication sobre et factuelle, guidée par les scientifiques, en s’abstenant de toute rhétorique guerrière ou théâtralité. Et la façon de faire comprendre les défis que pose la crise à la population détermine si les mesures qui en découlent seront acceptées et suivies ou non. La « nouvelle normalité », en 2020, ne signifie pas seulement renoncer à beaucoup de choses, mais rime de plus en plus avec des préoccupations existentielles, des restrictions de la vie en société et des phases d’effondrement massif de l’économie.

En Allemagne comme ailleurs, le gouvernement a rapidement compris qu’une politique de l’information transparente et continue était indispensable. Dans son allocution télévisée du 18 mars 2020³⁰ la chancelière s’est ainsi attachée à faire comprendre à la population qu’elle n’est pas exposée sans défense à la maladie et qu’elle peut compter sur le soutien des autorités ; elle a souligné que quelques changements raisonnables de comportement permettraient à chacun de toujours garder un certain contrôle sur l’évolution de la situation. Et les mesures prises, allant du recours plus massif au télétravail et l’annulation des grandes festivités et d’événements jusqu’aux restrictions des voyages, ont été suivies notamment parce que les images venant d’Italie et de Chine avaient fait comprendre la gravité de la situation. D’un autre côté, contrairement aux gouvernements italien et espagnol, les autorités allemandes n’ont pas procédé à des mises à l’arrêt de la production du pays. Et tandis qu’en France, de nombreuses entreprises fermaient à partir de mi-mars, le nombre de sociétés concernées était bien moindre en Allemagne. De la même manière, à la différence des confinements décrétés à Paris ou à Madrid, les mesures restrictives pour la population étaient moins extrêmes.

30. Coronavirus : Allocution télévisée de la chancelière Merkel, 18 mars 2020, *Das Erste*, disponible sur : www.tagesschau.de ; <https://youtu.be>.

Pendant la première phase de la lutte contre le coronavirus, même l'opposition politique renonçait à contester et soutenait le cap suivi par le gouvernement. Ceci s'explique d'une part par la participation du parti de gauche (Linkspartei) tout comme des Verts (Bündnis 90/Die Grünen) aux gouvernements de nombreux Länder, où ils partagent la responsabilité des décisions prises, mais également par le fait que le gouvernement fédéral a pris en compte des propositions constructives émanant de l'opposition. À titre d'exemple, le parti de gauche avait réclamé le maintien des salaires pour les parents qui ne pouvaient pas travailler faute de garde d'enfants. Cette mesure a été reconnue comme pertinente par le gouvernement fédéral et mise en œuvre³¹. En Allemagne la confiance des citoyens dans la chancelière a augmenté au regard de sa gestion de la crise. La confiance des Allemands envers leurs gouvernants, et notamment envers le niveau municipal, est traditionnellement élevée, comme le démontre une enquête de la fondation Bertelsmann de 2019³².

D'autres aspects de la mentalité allemande permettent d'expliquer pourquoi la population accepte et respecte plutôt bien les mesures imposées : la tendance à penser à long terme, l'aversion au risque et l'acceptation de la gratification différée³³. Une étude de 2016 du *Journal of Economic Psychology* illustre bien l'un de ces aspects, en l'espèce l'orientation de long terme des Allemands. Pour les besoins de l'étude, des personnes de 22 pays devaient choisir entre recevoir 3 400 dollars immédiatement ou attendre un mois pour recevoir 3 800 dollars³⁴. Plus que dans les autres pays, une grande proportion des Allemands choisit d'attendre (environ 80 %). Dans cette étude, la France se situe à la 16^e place, encore après les États-Unis. Ce résultat ne prouve évidemment pas une quelconque vertu supérieure des Allemands, mais il indique peut-être que les Allemands font plus confiance à leurs institutions et à leur protection sociale que les habitants de beaucoup d'autres pays.

L'unité face à la crise s'est manifestée également dans les relations entre syndicats et patronat, notamment au début de la pandémie. Lors d'une réunion à la chancellerie mi-mars, les partenaires sociaux avaient affiché leur large soutien en faveur des mesures du gouvernement visant à atténuer

31. Bundesministerium für Arbeit und Soziales, « Entschädigungsanspruch, 6 juillet 2020, disponible sur : www.bmas.de.

32. K. Witte et W. Wähnke, « Deutsche Bevölkerung vertraut ihren kommunalen Vertretern mehr als Politikern auf EU-Ebene », *Bertelsmann Stiftung*, 20 mai 2019, p. 3, disponible sur : www.bertelsmann-stiftung.de.

33. S. Becker, B. Böttcher, E. Heymann, M. Schattenberg et S. Schneider, « Krisenresilienz made in Germany », *Deutsche Bank Research*, 06 juillet 2020, p. 13 et suivantes, disponible sur : www.dbresearch.de.

34. M. Wang, M. O. Rieger et T. Hens, *Journal of Economic Psychology*, vol. 52, février 2016, p. 115-135.

l'impact économique de la crise du coronavirus³⁵. Ces mesures incluaient des aides illimitées d'accès au crédit, la possibilité de reporter des paiements d'impôts, et bien sûr l'accès au dispositif du chômage partiel. Syndicats comme patronat considéraient que cet instrument était décisif pour éviter une vague de licenciements massifs, car il permet à la plupart des salariés de garder leur emploi, les entreprises ne perdent pas de capital humain, et le poids émotionnel que représente la menace d'un licenciement imminent est évité. Cette réunion des représentants du patronat et des syndicats à la chancellerie était loin d'être un cas unique : le gouvernement fédéral et ceux des Länder ont créé des comités d'experts incluant les partenaires sociaux, leur permettant ainsi de faire valoir les intérêts de leurs membres. L'Allemagne est caractérisée par une forte culture des associations et des fédérations, qui regroupent et représentent les intérêts les plus divers. Et ces structures se sont révélées être très efficaces en temps de crise. Les fédérations des entreprises et du monde économique étaient bien organisées et ont su prendre la température de leurs membres pour ensuite transmettre l'information aux décideurs. De la Fédération de l'industrie automobile³⁶ jusqu'à celle de la construction³⁷, toutes ont rédigé des rapports de situation hebdomadaires et des mémos pris en compte lors de l'élaboration des décisions des cellules de crise et des instances de conseil au niveau fédéral et dans les Länder.

Pour créer des aides pertinentes, il était (et il est toujours) important de disposer d'informations actualisées sur la situation des entreprises. Le cabinet IW Consult, par exemple, a collecté des données et des faits marquants³⁸, et son « panel COVID-19 » mettait à la disposition des responsables politiques et des entreprises des informations actualisées. C'est grâce à une sorte de *benchmarking* que le panel a pu aider les entreprises à comparer leur situation et celle de leur secteur d'activité avec d'autres afin de mieux s'orienter. De nombreuses fédérations professionnelles aux niveaux fédéral (industrie BDI, patronat BDA) et sectoriel ont créé des forums d'échanges et d'information pour aider employeurs et entrepreneurs, de manière simple et non bureaucratique, à maîtriser les nouvelles directives légales liées au coronavirus. Il est certain que l'accès simple à un grand nombre d'informations constitue une aide précieuse pour s'orienter en temps de crise et répond à la nécessité d'une communication transparente, mentionnée plus haut.

35. L. Lenz, « Schulterschluss im Kampf gegen Corona », ARD-Hauptstadtstudio, 14 mars 2020, disponible sur : www.tagesschau.de.

36. H. Bardt, « Corona in der automobilen Lieferkette », 27 juin 2020, disponible sur : www.iwkoeln.de.

37. Bauindustrie, « Konjunkturelle Auswirkungen des Corona-Virus auf die deutsche Bauwirtschaft », disponible sur : www.bauindustrie.de.

38. « Mit harten Fakten zu einer krisengerechten Wirtschaftspolitik », IW Consult GmbH, disponible sur : www.iwconsult.de.

Le niveau européen

La politique de santé des États membres de l'UE ne fait pas partie des domaines politiques subordonnés aux décisions des institutions européennes. Au contraire, de nombreux pays membres perçoivent le système de santé comme une mission essentiellement nationale et n'ont, à ce jour, jamais donné leur soutien à un transfert de compétences en la matière au niveau européen. Dans le domaine de la santé, allant du choix transfrontalier d'un médecin jusqu'aux échanges en matière d'efficacité des médicaments, les institutions de l'UE dépendent donc de la volonté de coopération des autorités de santé nationales. Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant de constater que les institutions européennes étaient peu opérationnelles au moment de l'arrivée de la pandémie. D'autant plus que de nombreux États membres avaient cédé à un réflexe national, qui se manifestait sous la forme de fermetures des frontières au sein même de l'espace Schengen, et parfois d'interdictions d'exportation de matériel médical au sein de l'UE. Début mars, des masques de protection avaient été saisis en France, et l'Allemagne quant à elle interdisait la vente de combinaisons ou de masques de protection pendant deux semaines, y compris vers les pays européens. Il a fallu un règlement européen pour rétablir le commerce sur ces biens, du moins au sein du marché intérieur³⁹. Un manque de solidarité qui illustre un chapitre peu glorieux de la lutte des États membres de l'UE contre le virus.

Les fermetures des frontières étaient l'expression de ce manque de solidarité, et tout comme les interdictions d'exportation, elles étaient contraires au droit européen et aux règles en matière de liberté de circulation au sein de l'espace Schengen. Elles ont également entraîné des problèmes économiques à plusieurs niveaux : des travailleurs transfrontaliers soudainement coupés de leur lieu de travail ou de leur domicile, et des secteurs tels que l'agriculture, la construction ou la logistique qui se retrouvaient sans saisonniers, ouvriers de construction ou chauffeurs de camion. Avec des conséquences négatives massives pour les salariés comme pour les employeurs. Les conflits à l'œuvre peuvent être illustrés à travers l'exemple du secteur de la logistique. Ainsi, malgré des ruptures de livraison et l'interruption des chaînes d'approvisionnement en

39. Amtlicher Teil des Bundesanzeigers, « Aufhebung von Beschränkungen im Außenwirtschaftsverkehr mit bestimmten Gütern », Amtlicher Teil, BAnz AT 19. März 2020 B11, 19 mars 2020, disponible sur : www.bundesanzeiger.de.

raison des fermetures de frontières, les logisticiens devaient maintenir l'approvisionnement de la population. Les chaînes d'approvisionnement globales sont devenues l'épine dorsale presque inaperçue de la mondialisation et de la prospérité qui en a découlé. Mais dans le contexte du coronavirus, les logisticiens se retrouvaient bloqués aux frontières intérieures de l'UE. Les contrôles « corona » introduits mi-mars à la frontière germano-polonaise entraînaient des embouteillages de 50 à 60 km. Une catastrophe, notamment pour les camions tenus aux délais de livraison exigeants du secteur logistique européen. D'autres liaisons transfrontalières ont également souffert de ce manque de coordination européenne : il est évident que lorsqu'un conducteur de train doit se mettre en quarantaine et qu'il assure une liaison transfrontalière cela immobilise l'ensemble de la ligne⁴⁰. Ainsi, le redémarrage coordonné des activités économiques transfrontalières devenait prioritaire dans les activités de l'UE dès le printemps. Mais au cours de l'été, l'Europe a compris qu'il y avait un grand besoin d'intervention notamment au sujet des travailleurs saisonniers, non seulement pour leur permettre de franchir les frontières, mais également par rapport aux conditions de vie et de travail des travailleurs détachés sur place.

Des défis se posent donc dans le domaine de la logistique, mais d'autres sujets, insoupçonnés au début de l'année, envahissent l'agenda dans le contexte du virus et doivent désormais être gérés par les décideurs au niveau européen. Pour mieux protéger les citoyens en temps de crise, il semble indispensable d'assurer une meilleure coopération et coordination entre pays européens. Concrètement, il faudrait que l'UE améliore les compétences et les capacités nécessaires pour assurer la disponibilité des médicaments et d'équipements de protection (médicaux) afin d'éviter des pénuries de produits indispensables pendant la crise. Il est certainement dans l'intérêt de l'UE de réduire sa dépendance de pays tiers en matière de médicaments et de principes actifs, comme le prévoit le projet EU4Health de la Commission européenne⁴¹. La coopération transfrontalière en matière de santé est faisable, y compris pour le développement de tests ou de vaccins. Mais ne serait-ce que le fait que chaque pays s'efforce, seul, de développer sa propre application type StopCovid au lieu de développer un système compatible pour toute l'UE, donne peu d'espoir. Il restera à attendre si la question des chaînes d'approvisionnement sera réellement abordée dans le contexte de la crise du coronavirus et si une

40. T. Puls, « Den Corona-Stress in der Logistik senken », Das Institut der deutschen Wissenschaft, p. 3, disponible sur : www.iwkoeln.de.

41. Commission européenne, « Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates über ein Aktionsprogramm der Union im Bereich der Gesundheit (2021-2027) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 282/2014/EG (Programme EU4Health) », disponible sur : www.eur-lex.europa.eu.

démondialisation⁴² aura lieu à moyen terme. Le souvenir des difficultés d'approvisionnement dues à la complexité de la production des produits intermédiaires pourrait tout à fait entraîner une relocalisation de certaines capacités de production. Les entreprises sont en train de remettre en question la pertinence du compromis qui consistait à accepter une dépendance accrue en échange de prix moins élevés⁴³. Cependant, c'est en premier lieu au monde économique d'évaluer cette situation. Une intervention dirigiste, voire protectionniste de l'UE, ou un micro-management par les gouvernements nationaux ne sont pas nécessaires. En revanche, l'UE de son côté peut apporter une vraie valeur ajoutée en renforçant les connaissances sur la disponibilité des ressources et sur les flux de matières à l'intérieur de l'UE ainsi que sur les possibilités de diversification.

Et puis l'UE peut mettre ses énormes moyens financiers au service de la lutte contre l'impact économique négatif de la pandémie et en faveur du nécessaire changement structurel de l'économie et des sociétés européennes, y compris la transition énergétique, la décarbonation et une économie durable. Elle a développé différents instruments financiers mis à disposition des États membres pour surmonter les conséquences de la récession. Elle a rapidement compris l'efficacité des allocations chômage partiel comme instrument de transition et en a fait un élément important de son plan d'aides d'urgence dans le cadre du programme SURE⁴⁴ au mois de mai⁴⁵. Elle fournira jusqu'à 100 milliards d'euros sous forme de prêts à des conditions favorables aux États membres de l'UE pour pouvoir faire face à l'augmentation massive des dépenses publiques.

Les chefs d'État et de gouvernement, qui avaient mis sur pied dans les trois mois après le début de la crise un fonds d'aide doté de 750 milliards d'euros, ont réagi relativement rapidement, notamment si on compare avec l'approche hésitante prise lors de la crise financière 2008-2009. Cette nouvelle réactivité associée au volume important du programme a

42. Le débat des économistes sur la démondialisation ou le *peak trade* reflète les observations en matière de changements structurels des chaînes d'approvisionnement. Depuis la crise financière, on constate une tendance de les raccourcir et les rapprocher géographiquement des marchés finaux. L'augmentation du nombre de mesures protectionnistes prises par les États peut également être interprétée comme signe annonciateur d'une possible démondialisation, avec par exemple la limitation de l'accès libre au marché, les exigences de participation locale à la production (local content), la limitation des investissements et de la libre circulation des capitaux.

43. G. Kolev et T. Obst, « Die Abhängigkeit der deutschen Wirtschaft von internationalen Lieferketten », *IW Report* n° 16, 23 avril 2020, p. 16, disponible sur : www.iwkoeln.de.

44. SURE= A European instrument for temporary Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency.

45. Le *Financial Times* affirme : « The tool is Kurzarbeit, or shorter work-time, a policy that has been copied by so many other countries that one economist called it one of Germany's « most successful exports », disponible sur : www.ft.com.

donné de la confiance aux investisseurs et stabilisé les marchés financiers. Le financement des programmes de relance nationaux en profite aussi. Il est dans l'intérêt de l'économie allemande que ses marchés d'exportation européens, qui ont tout de même accueilli 53 % des exportations allemandes l'an dernier, reprennent pied très rapidement et que la demande de produits allemands se stabilise.

Conclusion

Nous nous trouvons encore en pleine crise du coronavirus. L'espoir que nos économies et nos sociétés ne seraient impactées que pendant une courte durée a été déçu. Cependant, les évolutions et les expériences vécues jusqu'à présent permettent déjà de tirer quelques enseignements. Par rapport à l'Europe et au reste du monde, l'Allemagne a plutôt bien traversé la crise jusqu'à présent, et elle continue à faire des efforts en faveur de l'économie et du marché du travail. Voici plusieurs éléments centraux qui se sont avérés positifs :

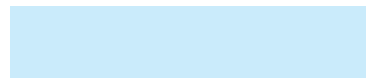
- ▀ Les ressources fiscales importantes des années précédentes ont permis au gouvernement fédéral de créer son « fonds de stabilisation économique », le plus grand programme de soutien économique jamais lancé.
- ▀ L'allocation chômage partiel avait été créée comme instrument d'intervention au moment de la crise financière 2008-2009 et a donc pu être mis en œuvre rapidement. Le maintien des emplois a garanti la paix sociale même pendant les phases de chômage partiel « zéro heure ».
- ▀ Par rapport à d'autres pays industrialisés, le système était financièrement bien doté. Les moyens de soins et de tests en hôpital et en médecine de ville ont permis d'éviter une surcharge du système et de retracer rapidement les chaînes de transmission.
- ▀ Grâce à sa démarche rationnelle basée sur les faits, les connaissances scientifiques et la transparence, le gouvernement a su gagner la confiance de la population.
- ▀ Le degré d'organisation des acteurs économiques a permis d'obtenir rapidement des informations pertinentes sur la situation concrète des entreprises et de les transmettre aux conseils d'experts mis en place au niveau politique.

L'Allemagne peut encore améliorer certains aspects, notamment la coordination entre les autorités des différents Länder et la mise en œuvre harmonisée des mesures dans tous les Länder, ainsi que la numérisation du système de santé. Les réactions au niveau européen, notamment les fermetures des frontières et les interdictions d'exportations vers les pays partenaires au sein de l'UE comptent parmi les exemples négatifs.

Les contrôles aux frontières, effectués sans aucune coordination, ainsi que les restrictions de voyage rendaient la vie des entreprises et des salariés inutilement difficile. La lutte contre la pandémie de COVID-19 et potentiellement, à l'avenir, contre d'autres virus encore inconnus aujourd'hui devra être menée conjointement. À ce titre, les programmes de soutien européens pour le secteur de la santé et de la recherche et développement (R&D), ainsi que la décision des chefs d'État et de gouvernement de donner une marge de manœuvre financière à la Commission de l'UE *via* l'instrument Next Generation EU, vont dans le bon sens.

Les dernières publications du Cerfa

- P. Maurice, [Trente ans après sa réunification, le « moment européen » de l'Allemagne ?](#), *Editoriaux de l'Ifri*, octobre 2020
- F. Herrmann, [La Bavière et la France. Préparer l'avenir ensemble](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, août 2020
- C. Demesmay, [Capitaine dans la tempête : défis et enjeux de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne](#), *Notes du Cerfa*, n° 153, Ifri, juillet 2020
- A. Marchetti, [Briser le plafond de verre ? La coopération franco-allemande décentralisée suite au Traité d'Aix-la-Chapelle](#), *Visions franco-allemandes*, n° 30, Ifri, juin 2020
- P. Maurice, [Coronavirus : la solidarité franco-allemande à l'épreuve](#), *Editoriaux de l'Ifri*, avril 2020
- F. Virchow, [Alternative für Deutschland \(AfD\), un parti d'extrême droite ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 152, Ifri, mars 2020
- Groupe Daniel Vernet, Groupe Copernic, [Trois fois deux pour l'Europe. Comment un renforcement des relations bilatérales France-Allemagne, Allemagne-Pologne et France-Pologne peut faire avancer l'UE](#), *Editoriaux de l'Ifri*, mars 2020



Institut français
des relations
internationales